Medical Intelligence C. H. 197.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Organisation d'Hygiène

Règlement intérieur

DU

COMITÉ D'HYGIÈNE

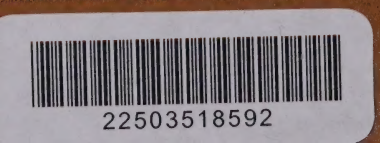
LEAGUE OF NATIONS

Health Organisation

Rules of Procedure

OF THE

HEALTH COMMITTEE


22503518592

S. d. N. 850 (bilingue), 4/24. Impr. Berger-Levrault.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Organisation d'Hygiène

Règlement intérieur

du

COMITÉ D'HYGIÈNE

LEAGUE OF NATIONS

Health Organisation

Rules of Procedure

of the

HEALTH COMMITTEE

C. H. 197.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Organisation d'Hygiène

Règlement intérieur

DU

COMITÉ D'HYGIÈNE

LEAGUE OF NATIONS

Health Organisation

Rules of Procedure

OF THE

HEALTH COMMITTEE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ D'HYGIÈNE

Préambule.

L'Organisation d'hygiène de la Société des Nations a été créée et fonctionne en vertu des dispositions suivantes :

I. Article 23 (*f*) du Pacte de la Société des Nations.

II. Résolution adoptée par l'Assemblée le 8 décembre 1920, au sujet de la création et du fonctionnement des organisations techniques de la Société des Nations.

III. Projet de l'Organisation permanente d'hygiène de la Société des Nations rédigé par la Commission mixte spéciale (juin 1923; C. 391. 1923. III).

IV *a*. Extrait du rapport du vicomte Ishii sur les travaux du Comité provisoire d'hygiène adopté par le Conseil le 7 juillet 1923.

IV *b*. Résolution de l'Assemblée du 15 septembre 1923.

WELLCOME LIBRARY
P
11933

RULES OF PROCEDURE OF THE HEALTH COMMITTEE

Preamble.

The Health Organisation of the League of Nations was created and functions by virtue of the following provisions :

I. Article 23 (*f*) of the Covenant of the League of Nations.

II. The Resolution adopted by the Assembly on December 8th, 1920, regarding the establishment and working of the technical organisations of the League of Nations.

III. Scheme for the Permanent Health Organisation of the League of Nations, drawn up by the Special Mixed Committee (June 1923 : C.391. 1923. III).

IV*a*. Extract from Viscount Ishii's report on the work of the Provisional Health Committee, adopted by the Council on July 7th, 1923;

IV*b*. Assembly resolution of September 15th, 1923.

I. — Article 23 du Pacte de la Société des Nations

Sous la réserve, et en conformité des dispositions des Conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société :

a) s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous les pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires;

b) s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration;

c) chargent la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles;

d) chargent la Société du contrôle général du commerce des armes et des munitions avec les pays où le contrôle de ce commerce est indispensable à l'intérêt commun;

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914-1918 devront être prises en considération;

f) s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

I. — Article 23 of the Covenant of the League of Nations

Subject to and in accordance with the provisions of international conventions existing or hereafter to be agreed upon, the Members of the League :

(*a*) will endeavour to secure and maintain fair and humane conditions of labour for men, women, and children, both in their own countries and in all countries to which their commercial and industrial relations extend, and for that purpose will establish and maintain the necessary international organisations;

(*b*) undertake to secure just treatment of the native inhabitants of territories under their control;

(*c*) will entrust the League with the general supervision over the execution of agreements with regard to the traffic in women and children, and the traffic in opium and other dangerous drugs;

(*d*) will entrust the League with the general supervision of the trade in arms and ammunition with the countries in which the control of this traffic is necessary in the common interest;

(*e*) will make provision to secure and maintain freedom of communications and of transit and equitable treatment for the commerce of all Members of the League. In this connection, the special necessities of the regions devastated during the war of 1914-1918 shall be borne in mind;

(*f*) will endeavour to take steps in matters of international concern for the prevention and control of disease.

II. — Résolution adoptée par l'Assemblée le 8 décembre 1920, au sujet de la création et du fonctionnement des organisations techniques de la Société des Nations.

a) *Les rapports des organisations techniques avec le Conseil et l'Assemblée.*

En vue de préciser les rapports des organisations techniques de la Société des Nations avec le Conseil et l'Assemblée de la Société, l'Assemblée, après avoir pris connaissance de la résolution du Conseil de la Société des Nations, en date du 19 mai 1920, qui lui a été soumise par le Conseil, adopte la résolution suivante, qui sera communiquée au secrétariat de toute organisation technique, ledit secrétariat devant, dans tous les cas, être géré par le Secrétaire général de la Société.

Il est entendu que les organisations techniques de la Société en voie de formation sont destinées, d'une part, à faciliter la tâche de l'Assemblée et du Conseil, en constituant des sortes de sections techniques, d'autre part, à faciliter aux États membres de la Société, par l'établissement d'un contact direct entre leurs représentants techniques dans chaque domaine, l'accomplissement des devoirs internationaux qui leur incombent.

A ce double titre, elles devront garder assez d'autonomie et de souplesse pour que les Membres de la Société aient un intérêt pratique à les utiliser, et, cependant, être soumises au contrôle des organisations responsables de la direction générale de la Société, en vue de vérifier la conformité des dispositions proposées avec les principes et l'esprit du Pacte, conformément aux articles 19 et 20.

II. — The Resolution adopted by the Assembly on December 8th, 1920, regarding the establishment and working of the Technical Organisations of the League of Nations.

(a) *Relations between Technical Organisations, the Council and the Assembly of the League.*

With a view to defining the relations between the Technical Organisations of the League of Nations and the Council and the Assembly of the League, the Assembly, after having noted the Resolution of the Council of the League of Nations dated May 19th, 1920, submitted to it by the Council, adopts the following Resolution. The Resolution will be forwarded to the secretariat of all Technical Organisations, and those secretariats must in all cases be administered by the Secretary-General of the League.

The Technical Organisations of the League now in process of formation are established for the purpose of facilitating the task of the Assembly and the Council by the setting up of technical sections on the one hand, and on the other to assist Members of the League, by establishing direct contact between their technical representatives in the various spheres, to fulfil their international duties.

With this double object, they must keep enough independence and flexibility to make them effectively useful for the Members of the League, and yet they must remain under the control of the responsible organisations which conduct the general business of the League, with a view to verifying whether the proposals are in conformity with the principles and spirit of the Covenant in accordance with Articles 19 and 20.

Les deux principes suivants serviront de guide :

Autonomie quant au fonctionnement intérieur des organisations.

Les organisations techniques préparent leur ordre du jour et, après l'avoir communiqué au Conseil, discutent et délibèrent.

Dans les cas exceptionnels, lorsqu'il est nécessaire d'apporter une addition à l'ordre du jour au cours d'une conférence d'une organisation technique et que le temps fait défaut pour communiquer l'article additionnel au Conseil, toute décision qui sera prise au sujet de cet article n'aura qu'une valeur provisoire, tant qu'elle n'aura pas été soumise au contrôle du Conseil.

Contrôle quant à l'intervention vis-à-vis de ses membres.

Avant toute communication aux Membres des travaux ou propositions des organisations techniques, et avant toute action à engager vis-à-vis d'un Membre, le Conseil de la Société devra en être immédiatement informé afin de pouvoir exercer, s'il y a lieu, son pouvoir de contrôle.

Il lui appartiendra au besoin de décider que lesdites communications ou actions devront être ajournées, et d'inviter l'organisme technique intéressé, soit à retirer la question de son ordre du jour, soit à la soumettre à de nouvelles délibérations.

Toutefois, l'organisation technique pourra demander que la discussion de la décision prise par le Conseil soit mise à l'ordre du jour de la première réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée de la Société pourra connaître de toutes les affaires traitées dans l'intervalle de ces sessions par le

The two following principles will serve as a guide :

The interior working of the various organisations should be independent.

They will prepare their own agenda and communicate it to the Council of the League before discussion thereon takes place.

In exceptional cases in which it is necessary to add to the agenda during the progress of a Conference of a Technical Organisation, and time does not admit of the communication of the additional item to the Council, any decision arrived at thereon shall be provisional only until the Council has had an opportunity of exercising its control.

Their relations with the Members of the League should be under control.

Before any communication of the results or proposals of the Technical Organisations is made to the Members, and before any action concerning a Member is taken, the Council of the League must be immediately informed, in order that they may be able to exercise their power of control, if necessary. In this case, the Council may decide that the communication or action in question shall be postponed and request the Technical Organisation concerned either to withdraw the question from its Agenda or to submit it to further consideration.

The Technical Organisation may, however, request that the decision taken by the Council shall be discussed at the next meeting of the Assembly.

The Assembly of the League should be informed of all questions dealt with in the interval between its meetings

Conseil, dans l'exercice du pouvoir de contrôle ci-dessus défini, soit que le Conseil prenne l'initiative de lui en rendre compte, soit qu'elle-même, sur la demande d'une des organisations techniques de la Société, décide de s'en saisir.

III. — Projet de l'Organisation permanente d'hygiène de la Société des Nations

Rédigé par la Commission mixte spéciale composée des délégués du Comité d'hygiène de la Société des Nations et des délégués du Comité de l'Office international d'hygiène publique, réunie en vue d'établir un tel projet, conformément à la résolution du Conseil de la Société des Nations du 30 janvier 1923 (Juin 1923 : C. 391. 1923. III).

RAPPORT
DE LA COMMISSION MIXTE SPÉCIALE

La Commission mixte spéciale s'est réunie à Paris le 27 mai 1923, sous les auspices de la Société des Nations. Elle a terminé ses travaux le 2 juin 1923.

Mandat.

Par sa résolution en date du 30 janvier 1923, le Conseil de la Société des Nations a décidé :

> La constitution d'une Commission mixte spéciale composée en nombre égal des membres du Comité d'hygiène de la Société des Nations, et de l'Office international d'hygiène publique... Cette commission mixte... recevrait comme *mission de préparer... un projet de constitution de l'Organisation permanente d'hygiène.*

by the Council in the exercise of its power of control defined above. It may either be informed of such questions by the Council on its own initiative or on the proposal of any one of its Members, or at the request of one of the Technical Organisations of the League.

III. — Scheme for the Permanent Health Organisation of the League of Nations

Drafted by the Special Mixed Committee consisting of Delegates of the Health Committee of the League and Delegates of the Comité de l'Office international d'hygiène publique assembled with a view to establishing such a scheme in accordance with the resolution of the Council of the League of January 30th, 1923 (June 1923 : C. 391. 1923. III).

REPORT
BY THE SPECIAL MIXED COMMITTEE

The Special Mixed Committee held its first meeting in Paris on May 27th, 1923, at the instance of the League of Nations, and concluded its work on June 2nd, 1923.

Reference.

By a Resolution of the Council of the League of Nations of January 30th, 1923, it was decided to constitute :

> A Special Mixed Committee composed of an equal number of members of the Health Committee of the League and of the Office international d'hygiène publique... The duty of the Committee would be to prepare... *a scheme for the constitution of the Permanent Health Organisation.*

Acceptation par l'Office international d'hygiène publique et désignation des membres par l'Office.

Dans sa séance du 17 mai 1923 :

Le Comité de l'Office international d'hygiène publique :

Considérant qu'il n'a pas qualité pour apporter des changements à sa composition et à ses attributions, que, seuls, les gouvernements des pays adhérents à l'Office peuvent modifier l'Arrangement de Rome du 9 décembre 1907 et les statuts qui y sont annexés;

Considérant que le Comité a toujours déclaré qu'il collaborerait volontiers, dans les limites de ses attributions, avec la Société des Nations :

Désigne : MM. Barrère, Jitta, Jorge, Granville, Stock, Raynaud, Cantacuzène et de Navailles, et leur confie le mandat d'étudier, avec les délégués du Comité d'hygiène de la Société des Nations, l'Organisation d'hygiène de la Société, étant entendu qu'ils ne pourront accepter aucune proposition qui entraînerait une modification dans la composition et les attributions du Comité de l'Office international d'hygiène publique.

Délégués du Comité d'hygiène de la Société des Nations.

De la part du Comité d'hygiène de la Société des Nations, sont désignés comme délégués : Dr Madsen, sir George Buchanan, MM. Lutrario, Dr Chodzko, le professeur Léon Bernard, Carrière, Kusama et Chagas.

Acceptance by the Office international d'hygiène publique and nomination of Members by the Office.

At its meeting on May 17th, 1923 :

The Committee of the Office international d'hygiène publique :

In view of the fact that it has no authority to make any changes in its own constitution and functions, that only the Governments of the countries adhering to the Office can modify the Rome Agreement of December 9th, 1907, and the Statutes which are annexed to it; and in view of the fact that the Committee has always declared its willingness to collaborate, within the limits of its powers, with the League of Nations :

Nominates Messrs. BARRÈRE, JITTA, JORGE, GRANVILLE, STOCK, RAYNAUD, CANTACUZÈNE and DE NAVAILLES to study, with the delegates of the Health Committee of the League of Nations, the Health Organisation of the League, it being understood that they cannot accept any proposal which would entail any change in the constitution and functions of the Committee of the Office international d'hygiène publique.

Delegates of the Health Committee of the League of Nations.

The Health Committee, on its side, delegated Dr. MADSEN, Sir George BUCHANAN, Dr. LUTRARIO, Dr. CHODZKO, Professor BERNARD, Dr. CARRIÈRE, M. KUSAMA and Dr. CHAGAS.

Bureau.

En outre, M. de CAZOTTE et M. le Dr POTTEVIN, directeur et directeur adjoint de l'Office international d'hygiène publique, et le Dr RAJCHMAN, directeur médical de la Section d'hygiène de la Société des Nations, prennent part aux séances.

Membre additionnel en remplacement.

En l'absence de M. Barrère, les délégués de l'Office international d'hygiène publique s'adjoignent à sa place le général CUMMING.

Présidence de la session.

En l'absence, pour cause de maladie, de M. Velghe, président du Comité international d'hygiène publique, et de M. Barrère, doyen d'âge, le Dr GRANVILLE est nommé président pour la session de la Commission mixte.

La Commission mixte, se rendant compte que l'institution d'un seul organisme international d'hygiène, quelque désirable qu'elle soit, ne peut être réalisée dans les circonstances actuelles, estime qu'il est important d'éviter, dans la solution des questions d'hygiène, les divergences pouvant résulter de l'existence de deux organismes distincts et qu'il convient par suite d'établir, entre les services d'hygiène de la Société des Nations et l'Office international d'hygiène publique, des rapport étroits, en constituant l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations sur des bases analogues à celles des autres services techniques de la Société.

La Commission, après étude, a arrêté à l'unanimité le projet suivant pour l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations,

Bureau.

In addition, M. DE CAZOTTE and Dr. POTTEVIN, Director and Assistant Director of the Office international d'hygiène publique, and Dr. RAJCHMAN, Medical Director of the Health Section of the League of Nations, attended the meetings.

Substituted Member.

In the absence of M. Barrère, the delegates of the Office international d'hygiène publique appointed Surgeon-General CUMMING in his place.

Chairman.

In the absence, through illness, of M. Velghe, President of the Office international d'hygiène publique, and of M. Barrère (senior by age), Dr. GRANVILLE was elected Chairman of the Mixed Committee for the session.

The Mixed Committee, realising that the establishment of a single international health organisation, much as it is to be desired, is not attainable in present circumstances, considers that in the determination of health questions it is important to avoid the uncertainty and confusion to which the existence of two distinct organisations may give rise, and consequently that it is advisable to establish close relations between the health services of the League of Nations and the Office international d'hygiène publique by the constitution of the Health Organisation of the League on lines which correspond to those of the other technical services of the League.

After consideration, the following scheme was unanimously adopted :

L'Organisation d'hygiène de la Société des Nations se compose :

1° D'un Conseil général consultatif d'hygiène;

2° D'un Comité permanent d'hygiène;

3° D'un Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations.

I. Les fonctions du Conseil général consultatif d'hygiène sont confiées au Comité de l'Office international d'hygiène publique, qui reste autonome et qui conserve son siège à Paris, sans modification de sa composition et de ses attributions.

II. Le Comité permanent d'hygiène comprend le président du Comité de l'Office international d'hygiène publique et quinze autres membres techniciens ou fonctionnaires sanitaires. Neuf de ces membres sont choisis nominativement pour trois années par le Comité de l'Office international d'hygiène publique, de telle façon que chaque État siégeant en permanence au Conseil de la Société des Nations ait obligatoirement un représentant au Comité permanent d'hygiène. Les six autres membres sont choisis pour trois années également par le Conseil de la Société des Nations, après consultation avec le Comité permanent d'hygiène.

Ledit Comité peut s'adjoindre, au maximum, quatre assesseurs experts d'hygiène; ces assesseurs sont choisis par le Conseil de la Société des Nations, sur la présentation du Comité; ils sont considérés comme membres effectifs du Comité.

Conseil général consultatif d'hygiène.

I. Le Conseil général consultatif d'hygiène examine et discute toutes les questions qui lui sont soumises par le

The Health Organisation of the League of Nations consists of :

(1) A General Advisory Health Council;

(2) A Standing Health Committee;

(3) A Health Section of the Secretariat of the League of Nations.

I. The Committee of the Office international d'hygiène publique will act as the General Advisory Health Council. The Office international d'hygiène publique will remain autonomous and retain its seat in Paris without any modification in its constitution or functions.

II. The Standing Health Committee will consist of the President of the Committee of the Office international d'hygiène publique and fifteen other members (public health experts or officers). Nine of these members will be appointed individually for three years by the Committee of the Office international d'hygiène publique in such a way that each State which is a permanent Member of the Council of the League of Nations is represented on the Standing Health Committee. The remaining six members will be appointed, also for a period of three years, by the Council of the League of Nations after consultation with the Standing Health Committee.

The Standing Health Committee may be supplemented by the addition of not more than four public health experts as assessors; these assessors will be appointed by the Council of the League of Nations on the nomination of the Standing Health Committee and will be considered as fully effective members.

General Advisory Health Council.

I. The General Advisory Health Council will consider, discuss, advise or report on any question which may be

Comité permanent d'hygiène de la Société des Nations. Il donne son avis ou présente un rapport sur ces questions.

II. Il étudie et transmet au Comité d'hygiène de la Société des Nations toute question dont il considère que l'étude sera activée par cette procédure.

III. La Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations et l'Office international d'hygiène publique sont en relations étroites; ils se communiquent réciproquement tous les documents concernant leurs travaux.

Un exemplaire de chacun de ces documents est adressé directement à chacun des membres du Comité de l'Office international d'hygiène publique et du Comité permanent d'hygiène de la Société des Nations.

IV. Le Secrétariat général de la Société des Nations supporte les dépenses supplémentaires qui résultent, pour l'Office international d'hygiène publique, d'une demande du Conseil de la Société des Nations.

Comité permanent d'hygiène.

I. Le Comité permanent d'hygiène dirige les travaux d'hygiène de la Société des Nations, et en particulier ceux de la Section d'hygiène du Secrétariat, par l'intermédiaire d'un directeur médical.

II. Il examine toutes les questions d'hygiène intéressant la Société des Nations qui lui sont soumises, ou dont il prend l'initiative, et présente les rapports nécessaires au Conseil de la Société des Nations.

III. Il a le droit de nommer des sous-comités spéciaux, de procéder à l'examen de toute question d'hygiène ou d'effectuer des enquêtes en vue de recherches, etc., au sujet de ces questions. Il a le droit d'adjoindre à ces sous-comités spéciaux des personnes étrangères dûment qualifiées et dont la collaboration sera jugée utile.

submitted to it by the Standing Health Committee of the League of Nations.

II. It will initiative and transmit to the Standing Health Committee of the League of Nations any question which it may consider will be advanced by such a procedure.

III. The Health Section of the Secretariat of the League of Nations and the Office international d'hygiène publique will keep closely in touch. Each will communicate to the other all documents relating to its work.

A copy of each of these documents will be sent direct to every member of the Committee of the Office international d'hygiène publique and of the Standing Health Committee of the League of Nations.

IV. Supplementary expenses incurred by the Office international d'hygiène publique as the result of requests from the Council of the League of Nations will be defrayed by the General Secretariat of the League.

Standing Health Committee.

I. The Standing Health Committee will direct the health work of the League of Nations, and, in particular, it will, through a Medical Director, direct the work of the Health Section of the Secretariat.

II. It will consider and report to the Council of the League of Nations on any public health question concerning the League of Nations which may be submitted to it or initiated by the Standing Health Committee itself.

III. It has the right to appoint special committees to consider any enquiry, research or other public health matter and it has the power to add to such special sub-committees any outside person whose qualifications it may consider will further the purpose aimed at.

IV. Pour assurer le mandat confié au Conseil général consultatif d'hygiène, le Comité permanent d'hygiène transmet au président du Comité de l'Office international d'hygiène publique un rapport annuel concernant le travail accompli par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations pendant l'année écoulée. Ce rapport expose également les questions que le Comité permanent d'hygiène se propose de préparer et de mettre en œuvre dans les limites de sa compétence, telle qu'elle a été définie par le Conseil et l'Assemblée de la Société.

Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations.

La Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations constitue le Secrétariat de l'Organisation d'hygiène de la Société.

Cette section est dirigée par le directeur médical.

Les attributions de la Section d'hygiène et les tâches lui incombant sont fixées par le Comité permanent d'hygiène et approuvées par le Secrétaire général de la Société des Nations.

NOTE

La Commission mixte spéciale émet le vœu que le directeur de l'Office international d'hygiène publique et le directeur médical de la Section d'hygiène de la Société des Nations, s'entendent sur les moyens les plus efficaces pour assurer la centralisation et la distribution des renseignements concernant les maladies épidémiques et autres.

Pour la Commission mixte spéciale :

(*Signé*) ALEX. GRANVILLE.

PARIS, *le 2 juin 1923.*

IV. In order to enable the General Advisory Health Council to fulfil its duties, the Standing Health Committee will forward to the President of the Committee of the Office international d'hygiène publique a yearly report relating to the work carried out by the Health Organisation of the League of Nations during the preceding year. This report will also set out the questions with which the Standing Health Committee proposes to deal, to the extent of its competence as defined by the Council and the Assembly of the League of Nations.

Health Section of the Secretariat of the League of Nations.

The Health Section of the Secretariat of the League of Nations will form the Secretariat of the Health Organisation of the League.

It will be under the direction of the Medical Director.

The functions and duties of the Health Section will be those laid down by the Standing Health Committee subject to approval by the Secretary-General of the League of Nations.

NOTE.

In the opinion of the Special Mixed Committee, the Director of the Office international d'hygiène publique and the Medical Director of the Health Section of the League of Nations should arrange for the most suitable means to ensure the centralisation and distribution of information relating to epidemic and other diseases.

Signed on behalf of the Committee :

ALEX. GRANVILLE.

PARIS, *June 2nd, 1923.*

Ont pris part aux délibérations :

Le professeur Léon Bernard (France), professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine de l'Université de Paris.

Sir George Buchanan, C. B. (Grande-Bretagne), Senior Medical Officer du Ministère de l'Hygiène, Londres.

Le Dr Jean Cantacuzène (Roumanie), professeur à la Faculté de Médecine de Bucarest.

Le Dr H. Carrière (Suisse), directeur du Service fédéral de l'Hygiène publique, Berne.

Le Dr Chagas (Brésil), directeur de l'Institut Oswaldo Cruz, Rio de Janeiro.

Le Dr Chodzko (Pologne), ministre de la Santé publique.

Le Dr H. Cumming (États-Unis), Surgeon-General des Services d'hygiène publique des États-Unis.

M. J. de Cazotte, directeur de l'Office international d'hygiène publique.

M. de Navailles (Tunisie), chef de bureau au ministère des Affaires étrangères, Paris.

Le Dr A. Granville, G. M. G., C. B. E. (Égypte), président du Conseil sanitaire maritime et de quarantaine d'Égypte.

Le Dr N. M. Josephus Jitta (Pays-Bas), président du Conseil d'hygiène des Pays-Bas.

Le professeur Ricardo Jorge (Portugal), directeur général de la Santé publique au ministère du Travail, Lisbonne.

M. Kusama (Japon), de la Délégation japonaise à la Société des Nations.

Le Dr Th. Madsen (Danemark), directeur de l'Institut sérologique de l'État, Copenhague.

Le Dr Alberto Lutrario (Italie), directeur général de la Santé publique au ministère de l'Intérieur, Rome.

List of members present :

Professor Léon Bernard (France). Professor of Hygiene in the Faculty of Medicine of the University of Paris.

Sir George S. Buchanan, C. B. (Great Britain). Senior Medical Officer of the Ministry of Health, London.

Dr. Jean Cantacuzène (Roumania). Professor of the Faculty of Medicine at Bucarest.

Dr. H. Carrière (Switzerland). Director of the Federal Public Health Service, Berne.

Dr. Chagas (Brazil). Director of the Oswaldo Cruz Institute, Rio de Janeiro.

Dr. Chodzko (Poland). Minister of Public Health.

Dr. H. Cumming (United States of America). Surgeon-General of the Public Health Services of the U. S. A.

M. J. de Cazotte, Director of the Office international d'hygiène publique.

M. de Navailles (Tunis). Chef de bureau, Ministère des affaires étrangères, Paris.

Dr. A. Granville, C. M. G., C. B. E. (Egypt). President of the Sanitary Maritime and Quarantine Board of Egypt.

Dr. N. M. Josephus Jitta (Netherlands). President of the Public Health Council of the Netherlands.

Professor Ricardo Jorge (Portugal). Director-General of Public Health, Ministry of Labour, Lisbon.

M. Kusama (Japan), of the Japanese Delegation to the League of Nations.

Dr. Th. Madsen (Denmark). Director of the State Serum Institute, Copenhagen.

Dr. Alberto Lutrario (Italy). Director-General of Public Health, Ministry of the Interior, Rome.

Le Dr Pottevin, directeur adjoint de l'Office international d'hygiène publique.

Le Dr Lucien Raynaud (Algérie), inspecteur général des Services d'Hygiène et de la Santé publique.

Le Dr L. Rajchman, directeur médical de la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations.

Le Dr P. G. Stock, C. B., C. B. E. (Afrique du Sud), ancien directeur des Services médicaux de l'Union de l'Afrique du Sud.

IV *a*. — Extrait du rapport du vicomte Ishii sur les travaux du Comité provisoire d'hygiène, *adopté par le Conseil le 7 juillet 1923*.

. . . . . .

Se conformant aux résolutions de notre dernière Assemblée, soucieux de parfaire le mécanisme technique de la Société, le Comité a approuvé le projet constitutif, qui lui était soumis, de notre Organisation permanente d'hygiène. Le soin de mettre ce projet sur pied avait été confié par une résolution du Conseil, en date du 30 janvier 1923, à une Commission mixte du Comité d'hygiène de la Société des Nations et de l'Office international d'hygiène publique. S'il est adopté, la collaboration et la division du travail seront assurées entre ces deux Organisations, ce qui évitera doubles emplois et pertes de temps. Il n'en résultera, d'ailleurs, je tiens à le faire remarquer à mes collègues, aucune augmentation du budget de la Société. C'est sur ce budget que seront prélevées les dépenses supplémentaires qui peuvent résulter des demandes adressées par le Conseil de la Société à l'Office international d'hygiène publique. D'ailleurs, ce ne sera qu'à titre exceptionnel que la Société sera amenée à solder des dépenses supplémentaires de l'Office

Dr. POTTEVIN, Assistant Director of the Office international d'hygiène publique.

Dr. L. RAYNAUD (Algeria). Inspector-General, Services d'hygiène et de la Santé publique.

Dr. L. RAJCHMAN. Medical Director of the Health Section of the Secretariat of the League of Nations.

Dr. P. G. STOCK, C. B., C. B. E. (South Africa). Late Director of Medical Services, Union of South Africa.

IV *a.* — Extract from Viscount Ishii's Report on the work of the Provisional Health Committee, adopted by the Council on July 7th, 1923.

. . . . . .

In conformity with the resolutions of the last Assembly, which desired to perfect the technical mechanism of the League, the Committee approved the draft constitution of our Permanent Health Organisation which had been submitted to it. The task of preparing the constitution had been entrusted, by a Council resolution dated January 30th, 1923, to a Mixed Commission of the Health Committee of the League of Nations and of the Office international d'hygiène publique; if it should be adopted, co-operation and the division of labour between these two organisations will be ensured, thus avoiding duplication of work and waste of time. I beg to point out to my colleagues that this arrangement will not result in any increase in the budget of the League. This budget will be drawn upon for any supplementary expenses which may result from applications addressed to the Office international d'hygiène publique by the Council of the League. In any event, the League will only be called upon in exceptional cases to meet the

international. En effet, le Comité de l'Office se réunit deux fois par an et il assume les frais de ses sessions. Il sera bien rare qu'on soit obligé, soit de réunir le Comité en une troisième session supplémentaire, soit de prolonger l'une de ses sessions.

Nous devons nous féliciter de la précision, déjà très grande, à laquelle est arrivée la Commission mixte qui s'est réunie à Paris. Conformément à l'expérience des autres commissions de la Société, elle a donné à notre Comité d'hygiène toute la souplesse nécessaire et prévu notamment, bien entendu avec l'approbation du Conseil, la formation des sous-comités, l'appel à des experts, etc. Elle a spécifié que l'activité du Comité d'hygiène resterait dans les limites de sa compétence, telle qu'elle a été désignée par le Conseil et l'Assemblée de la Société. Il est donc évident que votre approbation sera sollicitée dans tous les cas que vous avez déjà eu l'occasion de prévoir, lorsque les rapports du Comité d'hygiène vous ont été soumis, au cours de ces deux dernières années.

Le Comité d'hygiène, ainsi agencé, dirigera l'œuvre d'hygiène de la Société des Nations. Son organisme exécutif, qui est la Section d'hygiène du Secrétariat, reste sous les ordres du Secrétaire général devant lequel elle est responsable; mais, au point de vue technique, elle se conforme aux idées directrices que lui donne le Comité d'hygiène.

Je vous propose donc d'adopter la résolution suivante :

« Le Conseil approuve le projet d'une Organisation permanente d'hygiène, rédigé par la Commission, et décide qu'il soit soumis à l'examen de l'Assemblée. »

additional expenditure of the Office international. The Committee of the Office meets twice yearly and defrays the cost of its own sessions. It will very seldom be necessary either to convene the Committee for an extraordinary third session or to prolong any of its sessions.

We may congratulate ourselves on the very definite results already attained by the Mixed Commission which met at Paris. As was to be expected from the experience gained with other Commissions of the League, it has given our Health Committee the elasticity which it required and it has made provision—subject, of course, to the approval of the Council—for the formation of sub-committees, the calling-in of experts, etc. It has laid down that the work of the Health Committee should be carried on within the limits of its competence as defined by the Council and the Assembly of the League. It is therefore clear that your approval will always be sought in the cases for which you have provided on previous occasions when the reports of the Health Committee have come before you during the last two years.

Thus organised, the Health Committee will carry on the health work of the League of Nations. Its executive organ, *i.e.*, the Health Section of the Secretariat, will remain under the orders of the Secretary-General, to whom it will be responsible, but as regards technical matters it will be subject to the guidance of the Health Committee.

I therefore propose the adoption of the following resolution :

> "The Council approves the scheme of the Permanent Health Organisation drawn up by the Commission and decides that it be submitted for examination to the Assembly."

IV *b.* — Résolution de l'Assemblée du 15 septembre 1923

1. Travaux de l'Organisation d'hygiène.

L'Assemblée,

Se rendant compte que l'institution d'un seul organisme international d'hygiène, quelque désirable qu'elle soit, ne peut être réalisée dans les circonstances actuelles, estime qu'il est important d'éviter, dans la solution des questions d'hygiène, les divergences pouvant résulter de l'existence de deux organismes distincts, et qu'il convient par suite d'établir, entre les services d'hygiène de la Société des Nations et l'Office international d'hygiène publique, des rapports étroits, en constituant l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations sur des bases analogues à celles des autres services techniques de la Société;

Vu la résolution adoptée par la troisième Assemblée, le 15 septembre 1922, portant « qu'il pourra être procédé, avant la réunion de la quatrième Assemblée, à la préparation, sur les bases et selon les principes adoptés par la première Assemblée pour les organisations techniques de la Société, de la constitution d'une organisation permanente d'hygiène qui sera soumise à l'adhésion de la quatrième Assemblée et qui sera chargée des fonctions définies par la première et la deuxième Assemblée »;

Vu les travaux de la Commission mixte spéciale de l'Office international d'hygiène et du Comité d'hygiène de la Société des Nations;

Attendu que le Conseil a approuvé le projet rédigé par la Commission et décidé qu'il serait soumis à l'examen de l'Assemblée;

IV *b.* — Assembly Resolution of September 15th, 1923

WORK OF THE HEALTH ORGANISATION.

The Assembly,

Realising that the establishment of a single international health organisation, much as it is to be desired, is not attainable in present circumstances, considers that, in the treatment of health questions, it is important to avoid the uncertainty and confusion to which the existence of two distinct organisations may give rise, and consequently that it is advisable to establish close relations between the health services of the League of Nations and the Office international d'hygiène publique by the constitution of the Health Organisation of the League on lines which correspond to those of the other technical services of the League;

Having considered the resolution adopted by the third Assembly on September 15th, 1922, which reads as follows : "that it may be possible, before the meeting of the fourth Assembly, to prepare, on the basis and according to the principles adopted by the first Assembly for the Technical Organisations of the League, the constitution of a permanent Health Organisation which will be submitted to the fourth Assembly for approval. This Organisation will undertake the duties laid down in the resolutions of the first and second Assemblies";

And having considered the report of the Special Mixed Commission of the Office international d'hygiène publique and the Health Committee of the League of Nations, and in view of the fact that the Council has approved the scheme drafted by the Commission and has decided that it be submitted for examination to the Assembly :

Décide d'approuver le projet dressé par la Commission mixte pour l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations et demande au Conseil de prendre toutes mesures nécessaires en vue de la réalisation de cet accord;

Signale à l'attention du Conseil les vues exprimées dans le rapport de la deuxième Commission à la quatrième Assemblée.

V. — Règlement intérieur du Comité d'hygiène

approuvé par le Comité le 20 février 1924.

Article 1.

Le Comité d'hygiène est constitué et fonctionne conformément aux dispositions du Conseil, en date du 7 juillet 1923, et de l'Assemblée, en date du 15 septembre 1923.

Article 2.

Le Comité élit parmi ses membres un président pour la durée du mandat du Comité et jusqu'à nomination du président suivant.

Le président du Conseil consultatif est de droit vice-président. Deux autres vice-présidents sont élus par le Comité pour la durée d'un an et ne sont pas rééligibles pendant la durée du mandat du Comité.

Le Comité a deux sessions au moins par an. En principe, elles ont lieu en avril et en octobre, après entente entre le président du Comité et le président du Conseil consultatif.

Decides to approve the scheme submitted by the Special Mixed Commission for the Health Organisation of the League of Nations and asks the Council to take all necessary steps to make this agreement effective, and

Calls the attention of the Council to the views expressed in the report of the Second Committee to the fourth Assembly.

V. — Rules of Procedure of the Health Committee

As adopted on February 20th, 1924.

Article 1.

The Health Committee shall be constituted and shall exercise its powers, in conformity with the provisions of the Council resolutions of July 7th, 1923, and of the Assembly resolutions of September 15th, 1923.

Article 2.

The Committee shall elect from among its members a President, who shall hold office for the period for which the Committee has been appointed and until the appointment of the succeeding President.

The Chairman of the Advisory Council shall *ex officio* be a Vice-President. Two other Vice-Presidents shall be elected by the Committee for a period of one year. They shall not be re-eligible during the term of office of the Committee.

The Committee shall hold at least two sessions each year, ordinarily in April and October, the dates being fixed after consultation between the President of the Committee and the Chairman of the Advisory Council.

Article 3.

Le Comité est convoqué par son président. Le président doit convoquer le Comité dans le cas où le Conseil de la Société des Nations en aurait ainsi décidé ou si sept membres du Comité au moins en font la demande.

Les convocations sont adressées par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations et, sauf urgence, un mois au moins avant l'ouverture de la session.

Article 4.

L'ordre du jour de chaque session est joint aux lettres de convocation.

Tout membre du Comité peut notifier au Secrétariat qu'il se propose de demander l'inscription d'une question déterminée à l'ordre du jour de la session. L'inscription d'une telle question à l'ordre du jour est décidée par le Comité à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Le Comité peut également, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, décider, au cours d'une session, d'ajouter une question à son ordre du jour.

L'ordre du jour du Comité est, dans tous les cas, communiqué au Conseil de la Société des Nations, conformément à la résolution de l'Assemblée en date du 19 décembre 1920.

Article 5.

Les rapports du Directeur médical (article 12) et ceux relatifs aux questions portées à l'ordre du jour des sessions du Comité sont, autant que possible, envoyés aux membres deux semaines au moins avant la session.

Article 3.

The President shall convene the Committee. He shall be under the obligation to do so if the Council of the League of Nations so decide, or if not less thant sloen members of the Committee request that a meeting be held.

Notices of meetings shall be sent out by the Secretary-General of the League of Nations, and except in cases of urgency, shall be despatched at least one month before the beginning of the session.

Article 4.

The agenda of the session shall be attached to the notices.

Any member of the Committee may notify the Secretariat that he proposes to ask for the inclusion of a particular question in the agenda of the session. The Committee shall decide as to the inclusion of such question in its agenda by a two-thirds majority of the members present.

In the course of a session, the Committee may also decide by a two-thirds majority of the members present to add a question to its agenda.

The agenda of the Committee shall in all cases be communicated to the Council of the League of Nations in conformity with the Assembly resolution of December 19th, 1920.

Article 5.

The Medical Director's reports (Article 12) and any reports concerning questions placed on the agenda of the sessions of the Committee shall, so far as possible, be sent to the members at least a fortnight before the opening of the session.

Article 6.

Les rapports du Directeur médical au Comité d'hygiène doivent faire l'objet d'une approbation du Comité, laquelle est mentionnée au procès-verbal de la session.

Article 7.

Toutes les décisions du Comité, à l'exception de celles que prévoit l'article 4, sont prises, par les membres présents à la séance, à la majorité des voix.

En cas de parité, la proposition est rejetée.

L'avis motivé d'une minorité composée d'un ou de plusieurs membres du Comité devra, si cette minorité le demande, être inscrit au procès-verbal et communiqué au Conseil en même temps que ces résolutions.

Article 8.

Le directeur médical transmet au Secrétaire général les résolutions adoptées par le Comité d'hygiène et les procès-verbaux des séances.

Les procès-verbaux sont imprimés et distribués dans un délai aussi rapproché que possible.

Article 9.

Le Comité peut se faire assister d'experts conformément aux dispositions de la résolution du Conseil du 7 juillet 1923, approuvée par l'Assemblée le 15 septembre 1923.

Article 6.

The reports of the Medical Director to the Health Committee must be approved by the Committee, and such approval must be recorded in the minutes of the session.

Article 7.

All decisions of the Committee, with the exception of these referred to in Article 4, shall be taken by a majority of the members present at the meeting.

If the voting should be equal, the proposal shall be regarded as rejected.

Any reasoned statement of opinion by a minority consisting of one or more members of the Committee shall, if the minority in question so desires, be inserted in the minutes and communicated to the Council together with the resolutions which have been adopted.

Article 8.

The Medical Director shall transmit to the Secretary-General the resolutions adopted by the Health Committee and the minutes of the meetings.

The minutes shall be printed and circulated as rapidly as possible.

Article 9.

The Committee may obtain the assistance of experts, in accordance with the provisions of the Council resolution of July 7th, 1923, approved by the Assembly on September 15th, 1923.

Ces experts sont nommés directement par le Comité qui peut, s'il y a lieu, demander à un ou plusieurs gouvernements de lui présenter des personnalités qualifiées.

Article 10

Le Comité, et, en cas d'urgence, dans l'intervalle des sessions, son président, peut constituer, en vue de l'examen d'un groupe de questions connexes ou en vue de l'examen d'une question déterminée : 1° des sous-commissions pour la durée d'une session; 2° des commissions qui devront se réunir dans l'intervalle des sessions; 3° des commissions constituées exclusivement par des experts.

Dans les deux premiers cas, ces commissions peuvent comprendre des experts.

Les experts sont désignés soit par le Comité, soit par son président, en cas de demande urgente d'une commission dans l'intervalle des sessions.

Avis de la nomination d'une commission par le président est donné immédiatement à tous les membres du Comité.

La décision du Comité ou du président, qui constitue une sous-commission ou une commission, définit ses attributions et sa composition.

Les rapports et propositions des sous-commissions et des commissions sont portés le plus vite possible à la connaissance des membres du Comité et soumis à la session du Comité lors de sa prochaine session ou, en cas d'urgence, au président du Comité d'hygiène.

Les présidents des commissions les convoquent par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Such experts shall be appointed directly by the Committee, which may, if it sees fit, request one or more Governments to suggest persons possessing the necessary qualifications.

Article 10.

The Committee, or, in cases of urgency arising in the intervals between sessions, the President, may appoint, for the purpose of considering a series of cognate questions, or a single specified question : (1) sub-committees holding office for the duration of a single session; (2) committees to meet in the intervals between sessions; (3) committees composed exclusively of experts.

In the first two cases the committees may include experts.

The experts shall be appointed either by the Health Committee or, in the event of an urgent request being made by a committee ("commission") in the interval between the sessions of the Health Committee, by the President.

If a committee is appointed by the President, notice shall immediately be given to all the members of the Health Committee.

The decision of the Health Committee or of the President, whereby a sub-committee or committee is appointed, shall define its powers and composition.

The reports and proposals of sub-committees and committees shall be brought as speedily as possible to the notice of the members of the Health Committee and shall be submitted for decision to the latter at its next session, or, in urgent cases, to the President.

Committees shall be convened by their Chairmen through the intermediary of the Secretary-General of the League of Nations.

Article 11.

L'exécution des mesures nécessaires aux travaux des sous-commissions et des commissions et à l'étude des questions figurant à leur ordre du jour, ainsi que l'exécution des travaux techniques résultant des décisions prises par elles, conformément à leur mandat, sont confiées à la Section d'hygiène du Secrétariat de la Société des Nations.

Les commissions, y compris les commissions d'experts, peuvent, si elles le jugent utile, autoriser leurs membres à entreprendre, sous leur propre responsabilité, et chacun dans son propre pays, les recherches et les enquêtes qui seraient nécessaires aux travaux des commissions.

Dans le cas où ces recherches et enquêtes entraîneraient des dépenses, chaque commission pourra ouvrir à ses membres des crédits dans les limites approuvées par le Comité et après accord avec le Secrétaire général.

Dans le cas où une question figurant à l'ordre du jour d'une sous-commission ou d'une commission n'aurait pas déjà figuré à l'ordre du jour du Comité, communication de la mise à l'ordre du jour de cette question est faite au Conseil de la Société des Nations et au Comité d'hygiène par le président du Comité, conformément à la résolution de l'Assemblée, en date du 10 décembre 1920.

Article 12.

Dans l'intervalle des sessions du Comité, le Directeur médical tient régulièrement le président au courant de la marche des affaires, ainsi que des propositions qui lui sont transmises. Il rédige un rapport d'ensemble annuel sur l'activité de l'organisation d'hygiène qui est soumis au

Article 11.

It shall be the duty of the Health Section of the Secretariat of the League to make such arrangements as may be necessary for the work of sub-committees and committees and for the examination of questions placed on their agenda, and to carry out the technical work involved by any decisions taken by these bodies within the limits of their competence.

Committees, including committees of experts, may, if they see fit, authorise their members to undertake, on their own responsibility and in their respective countries such researches and investigations as may be required for the work of the committees concerned.

In the event of expenditure being entailed by such researches and investigations, each committee may grant advances to its members within limits approved by the Health Committee and after agreement with the Secretary-General.

If a question which is placed on the agenda of a sub-committee or committee has not already been placed on the agenda of the Health Committee, the fact shall be notified by the President of the latter to the Council of the League of Nations and to the Health Committee, in accordance with the Assembly resolution of December 10th, 1920.

Article 12.

In the intervals between the Committee's sessions, the Medical Director shall keep the President regularly informed of the progress of the work and of any proposals received by him. He shall draw up annually a general report on the work of the Health Organisation, and this report shall be

Comité, conformément aux dispositions des articles 5 et 6. S'il est nécessaire de prendre une mesure impliquant une décision de principe, le Directeur médical consulte au préalable le président du Comité et n'agit qu'avec son assentiment écrit.

Article 13.

Le président apprécie quelles sont les pièces de correspondance dont il est désirable de communiquer copie à tous les membres.

Article 14.

A toute session le présent règlement intérieur peut être modifié à la majorité des voix des membres présents.

submitted to the Health Committee in accordance with the provisions of Articles 5 and 6. If it is necessary to take measures involving a question of principle, the Medical Director shall consult the President of the Committee and shall only take action when his consent in writing has been obtained.

Article 13.

The President shall decide what correspondence shall be communicated to all members.

Article 14.

The present rules of procedure may be modified, in the course of any session, by a majority of the members present.

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG

PRINTED BY BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBURG